



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasilia
Semaine du 28 09 2026

Desenrola 3 : l'Etat rachètera les créances anciennes pour enrayer la hausse des impayés

Le gouvernement brésilien a lancé une troisième phase du programme Desenrola le 25 septembre afin de traiter le stock croissant d'impayés des ménages. Le dispositif autorise désormais l'Union à racheter des créances anciennes décotées, avec un effet de levier budgétaire important, sans toutefois agir sur le coût élevé du crédit au Brésil.

Le volume des exportations de pétrole se rapproche d'un nouveau record en septembre

Les exportations brésiennes de pétrole brut pourraient atteindre un nouveau record mensuel en septembre 2026. Selon les données de la Secretaria de Comércio Exterior (Secex), 10,1 Mt ont été exportées entre le 1er et le 26 septembre, contre un record mensuel de 11 Mt enregistré en mars 2023. En valeur, les ventes ont atteint plus de 5 Md EUR, soutenues par l'augmentation des volumes et une hausse de 26,1 % du prix moyen du pétrole brut brésilien à l'exportation sur un an.

L'interdiction des paris en ligne répond à un coût social croissant mais entraîne une perte budgétaire et des risques juridiques

Le gouvernement brésilien a interdit les paris en ligne, moins de deux ans après leur régulation, afin de limiter leurs effets sur l'endettement des ménages et la santé publique. Adoptée neuf jours avant l'élection présidentielle, la mesure entraîne toutefois des coûts budgétaires, sectoriels et juridiques significatifs.

Graphique de la semaine : Exportations mensuelles de pétrole brut depuis août 2023

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+0,4%	+10,4%	186 223
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	+8,2%	+7,9%	131
Taux de change USD/BRL	+1,0%	+1,0%	5,23
Taux de change €/BRL	-0,3%	-1,3%	5,87

Note : Données du jeudi à 11h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

LE CHIFFRE A RETENIR :

**300M
EUR**

Le nouveau
financement de
l'Agence
Française de
Développement
octroyé au
gouvernement
brésilien.

Source : AFD

Actualités macro-économiques & financières

Desenrola 3 : l'Etat rachètera les créances anciennes pour enrayer la hausse des impayés

Le gouvernement brésilien a lancé une troisième phase du programme Desenrola, qui autorise désormais l'Union à racheter directement des portefeuilles de créances anciennes fortement dépréciées afin d'en répercuter la décote aux débiteurs. Cette nouvelle intervention intervient alors que les impayés bancaires ont atteint un nouveau record en août. Le taux de défaut atteint 5% pour l'ensemble du crédit bancaire et 6% pour les ménages, soit les niveaux les plus élevés de la série débutée en 2011. Sur le seul crédit libre, accordé aux conditions de marché, le taux de défaut atteint même 8% pour les particuliers, dans un contexte où le taux moyen appliqué à ces crédits reste très élevé, à 61,7% par an.

Le Desenrola 3.0 modifie sensiblement le mécanisme utilisé lors des précédentes phases du programme. La mesure provisoire (MP) n° 1.393 du 25 septembre autorise l'Union à acquérir, par procédure concurrentielle, des portefeuilles de créances détenus par des banques mais également par des entreprises de services publics, commerces ou autres prestataires.

Les dettes devront être d'un montant initial inférieur à 10 000 BRL (1 700 EUR) et impayées depuis plus de 720 jours et

moins de 1 645 jours. Les créanciers devront proposer une décote d'au moins 90% sur la valeur de leurs portefeuilles et les offres qui présentent les décotes les plus importantes seront prioritaires. La réduction obtenue lors de l'acquisition devra ensuite être intégralement transmise au débiteur, qui pourra solder le montant restant ou le rembourser de manière échelonnée, selon des conditions qui doivent encore être précisées par le Conseil monétaire national (CMN).

Le dispositif repose sur un effet de levier budgétaire important. La MP autorise jusqu'à 15 Mds BRL (2,55 Md EUR) de dépenses publiques pour acquérir les créances, alors que le gouvernement estime à 150 Mds BRL (25,5 Md EUR) le volume susceptible d'être éligible. Dans l'hypothèse d'une participation partielle des créanciers et des débiteurs, environ 75 Mds BRL (12,8 Md EUR) seraient effectivement renégociés et jusqu'à 15 millions de personnes pourraient bénéficier du programme.

Les dettes ciblées, anciennes et considérées comme difficilement recouvrables, sont acquises pour au maximum 10% de leur valeur, expliquant le volume total mentionné de 150 Md BRL. Le plafond de 15 Mds BRL ne constitue toutefois pas une enveloppe automatiquement dépensée, ces dépenses étant classées comme discrétionnaires soumises à la disponibilité budgétaire effective. Les premiers appels d'offres sont attendus en novembre, mais les contrats ne devraient être signés qu'en février 2027.

L'ampleur du stock concerné témoigne de la fragilité persistante des ménages brésiliens. Selon le gouvernement, 83,9 millions de personnes figuraient en

août dans les fichiers d'incidents de paiement, pour un stock de dettes en retard depuis moins de cinq ans de 592 Mds BRL (100,8 Md EUR). Le programme Desenrola 3.0 devrait permettre la sortie des fichiers d'incidents de paiement d'une partie de ces ménages et contribuer à restaurer progressivement leur accès au crédit.

La même mesure prolonge parallèlement jusqu'au 26 octobre le programme Desenrola Adimplentes, qui permet aux travailleurs informels encore à jour dans leurs remboursements, ou accusant moins de 90 jours de retard, de refinancer jusqu'à 15 000 BRL (2 550 EUR) de crédit personnel à un taux plafonné à 1,99 % par mois, contre environ 7 % en moyenne pour les opérations concernées. Sa mise en œuvre a néanmoins été plus lente qu'anticipé. Bien que créé fin juin, le dispositif n'a effectivement commencé ses opérations que le 10 août, après une faible adhésion initiale des banques privées.

Le Desenrola 3.0 ne traite toutefois pas directement les facteurs à l'origine du flux de nouveaux impayés. En dépit de quatre baisses successives depuis mars, le taux directeur Selic demeure élevé, à 13,75 %, et continue de se transmettre à des conditions de crédit particulièrement restrictives pour les ménages.

Le volume des exportations de pétrole se rapprochent d'un nouveau record en septembre

Cette progression repose principalement sur la hausse de la production des gisements pétroliers offshore du « pré-sal ». Le pré-sal correspond à des gisements situés sous d'épaisses couches de sel au large des côtes brésiliennes. D'après l'Agence nationale du pétrole (ANP), la production brésilienne de pétrole a augmenté en volume de 18,4 % sur un an et de 2,6 % sur un mois. En août 2026, le pré-sal représentait 82,6 % de la production brésilienne de pétrole et de gaz.

La progression des exportations intervient alors que le pétrole brut constitue déjà le premier produit exporté par le Brésil. En 2025, il représentait 39,7 Md EUR d'exportations, dont 45 % à destination de la Chine et 11 % pour les États-Unis. À l'inverse, le pétrole raffiné constituait le premier produit importé, avec 5,5 % des importations, principalement depuis les États-Unis.

La crise au Moyen-Orient renforce à court terme cette position d'exportateur du Brésil, avec toutefois un effet plus nuancé sur l'économie dans son ensemble. Les perturbations des approvisionnements dans le Golfe continuent de soutenir les cours du pétrole brut et favorisent les producteurs situés hors de la région. Le Brésil peut ainsi bénéficier de recettes d'exportation plus élevées. Cet effet est toutefois partiellement compensé par sa dépendance aux importations de produits raffinés, en particulier de diesel, dont le coût augmente avec les cours internationaux. Le conflit pourrait donc améliorer à court terme le solde pétrolier du Brésil, tout en

alimentant les coûts énergétiques domestiques.

À moyen terme, le secteur pétrolier reste confronté à la transition énergétique. Selon l'Agence internationale de l'énergie, le Brésil devrait voir sa production de pétrole atteindre un pic avant 2030. Le secteur reste néanmoins stratégique : il constitue une source importante de recettes fiscales et de revenus d'exportation. La découverte en août 2026 d'hydrocarbures dans le puits Morpho, au large de l'Amapá, dans le bassin de l'embouchure de l'Amazone, ouvre par ailleurs une nouvelle perspective pour les réserves brésiliennes, même si son potentiel reste en cours d'évaluation.

Étude Économique & financière

L'interdiction des paris en ligne répond à un coût social croissant mais entraîne une perte budgétaire et des risques juridiques

Le gouvernement brésilien a décidé d'interdire les paris à cote fixe (« bets »), moins de deux ans après la mise en place d'un marché réglementé. Adoptée le 25 septembre, neuf jours avant le premier tour de l'élection présidentielle, la mesure intervient

dans un contexte politique sensible et a été dénoncée comme électorale par l'opposition et les représentants du secteur. Cette mesure interdit l'exploitation, l'intermédiation, la publicité et le sponsoring liés aux paris sportifs et jeux en ligne et prévoit la fermeture des plateformes dans un délai de dix jours.

Cette interdiction est motivée par les externalités négatives croissantes des paris sur les ménages. Une étude du système coopératif de crédit Sicredi portant sur 1,3 million de personnes disposant d'un crédit actif montre que les emprunteurs ayant parié en ligne en 2025 présentent en 2026 un taux d'impayés 40 % supérieur à celui des non-parieurs. De plus, l'Institut des Etudes pour les Politiques de la Santé (IEPS) estime à au moins 38,8 Mds BRL (6,6 Md EUR) par an le coût économique et social associé au jeu problématique, dont 30,6 Mds BRL (5,2 Md EUR) liés à la santé. Le gouvernement a parallèlement engagé une action contre 17 opérateurs afin d'obtenir notamment le remboursement des dépenses effectivement supportées par le Système Universel de Santé (SUS) pour le traitement de l'addiction au jeu.

L'interdiction va engendrer toutefois un coût immédiat pour les finances publiques, alors que la fiscalité des bets avait été conçue comme l'une des nouvelles sources de recettes permettant de soutenir la trajectoire budgétaire. Depuis le début de la taxation systématique du secteur en 2025, le gouvernement fédéral a perçu 15,3 Mds BRL (2,6 Md EUR), dont 8,94 Mds BRL (1,5 Md EUR) en 2025 et 6,32 Mds BRL (1,1 Md EUR) entre janvier et

août 2026, selon l'administration fiscale. L'exposition des motifs de la Mesure Provisoire estime plus précisément la perte de recettes fiscales à 1,54 Md BRL (263 M EUR) dès 2026, puis 5,15 Mds BRL (878 M EUR) en 2027 et 5,33 Mds BRL (909 M EUR) en 2028, auxquels s'ajouteraient près de 269 M BRL (46 M EUR) de taxes de contrôle non perçues sur trois ans. Le gouvernement reconnaît que ces pertes nécessiteront une révision des recettes inscrites au projet de budget 2027.

L'interdiction affecte également le football professionnel, devenu fortement dépendant du sponsoring des plateformes. Les contrats avec les entreprises de paris ont représenté environ 1 Md BRL (171 M EUR) de recettes publicitaires pour les clubs de Série A en 2025, soit près de 10 % de leurs revenus récurrents. Pour amortir le choc, une ligne de financement pouvant atteindre 20 Mds BRL (3,4 Md EUR) a été évoquée afin de permettre aux clubs des Séries A et B de refinancer leurs dettes à des conditions plus favorables. Une éventuelle intervention publique ne permettrait cependant pas de compenser durablement la disparition des recettes de sponsoring.

Enfin, le retournement rapide du cadre réglementaire alimente les interrogations sur la sécurité juridique. La MP prévoit l'extinction sous trente jours des autorisations accordées aux opérateurs, sans remboursement des droits d'entrée ni indemnisation. Or, 85 entreprises avaient obtenu depuis 2024

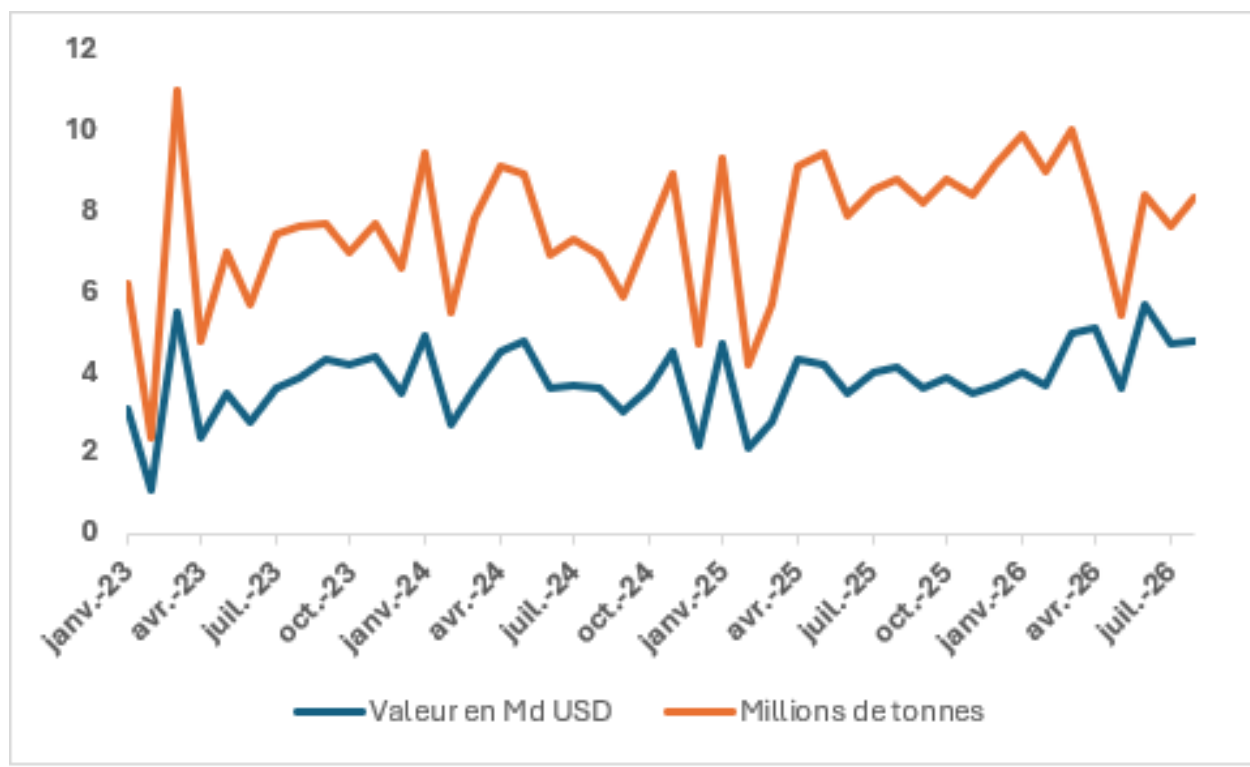
une autorisation en contrepartie d'un paiement de 30 M BRL (5,1 M EUR), valable initialement cinq ans, et réalisé des investissements pour se conformer au nouveau régime réglementaire.

La sortie du marché implique également une opération de liquidation d'ampleur. Selon la Secretaria de Prêmios e Apostas (SPA), environ 1,7 Md BRL (290 M EUR) doivent être restitués à 22,9 millions d'utilisateurs disposant encore d'un solde sur les plateformes. Les retraits volontaires restent possibles jusqu'au 5 octobre, avant la fermeture des sites le lendemain et les sommes restantes devront ensuite être restituées par les établissements financiers au plus tard le 14 octobre.

Des représentants du secteur ont saisi le Tribunal Suprême Fédéral (STF), contestant notamment l'urgence justifiant le recours à une MP et l'extinction anticipée des autorisations. La mesure devra en outre être approuvée par le Congrès pour devenir permanente. Le principal risque économique réside enfin dans le déplacement des paris vers l'économie clandestine. Entre 20 et 30 Mds BRL pourraient migrer chaque année du marché réglementé vers des opérateurs non autorisés, avec une estimation centrale autour de 25 Mds BRL (4,3 Md EUR).

Graphique de la semaine

Exportations mensuelles de pétrole brut en valeur et volume depuis 2023



Source : Ministère du Développement, de l'Industrie, du Commerce et des Services (MDIC)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.

Rédaction : Rachèle Sannier (Conseillère macroéconomique), Léo Portier (Adjoint)

Abonnez-vous : leo.portier@dgtrésor.gouv.fr